

ASSOCIATION A.D.E
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Décembre 2024

Aux Membres de l'Association ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.E relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques.

- Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous avons vérifié les frais de locations qui représentent près de 55 % des dépenses de l'exercice.

- Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 25 Février 2025

Théodore PUDERBEUTEL
Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Cte régionale de Paris

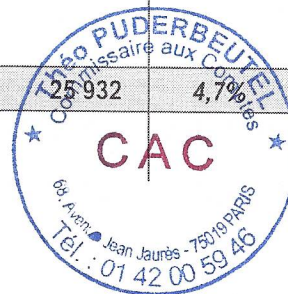


EMPLOIS	Affectation par emplois des ressources collectées		RESSOURCES	Suivi des ressources collectées	
	Emplois de N =Compte de résultat 2024	auprès du public utilisées sur 2023		Ressources collectées sur N = compte de résultat 2024	auprès du public et utilisées sur 2023
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
1, MISSIONS SOCIALES			1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC		
1,1 Réalisées en France			1,1 - Dons et legs collectés	286 728	288 148
- Actions réalisées directement	299 694	286 975	- Dons manuels non affectés		
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés		
			- Legs et autres libéralités non affectés		
1,2 Réalisées à l'étranger			1,2 - Autres produits liées à l'appel à la générosité du public		
- Actions réalisées directement					
- Versements à d'autres organismes agissant en France			2- AUTRES FONDS PRIVES		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			3- SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLIC	43 702	40 100
2,1 - Frais d'appel à la générosité du public			4- AUTRES PRODUITS		
2,2 - Frais de recherche des autres fonds privés					
2,3 - Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11 399	12 320			
II - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	311 093	299 295	I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT		
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	864	701	II - REPRISE DES PROVISIONS		
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS		
IV- IMPOTS	2 807		IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
V - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	15 666	28 252	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		0
V - TOTAL GENERAL	330 430		VI - TOTAL GENERAL	330 430	328 248
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public			VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	330 430	328 248
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		0
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	330 430	328 248			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total	0		Total		0



ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ETUDE

COMPTE DE RESULTAT	Montant		% des Produits		Var N/N.
	31-déc.-24	31-déc.-23	31-déc.-24	31-déc.-23	
Ventes de marchandises					
Production de biens					
Production de services	286 728	287 488	86,8%	87,6%	-0,3%
TOTAL CA HT	286 728	287 488	86,8%	87,6%	-0,3%
<i>Evolution en année pleine</i>	0%	7%			
Production stockée					
Production immobilisée					
Subvention d'exploitation	43 703	40 100	13,2%	12,2%	9,0%
Reprise sur amortissements & provisions					
Autres produits		660		0,2%	-100,0%
PRODUITS D'EXPLOITATION	330 430	328 248	100%	100%	0,7%
Achats consommés de marchandises					
Achats consommés de matières 1ères					
Achats consommés de matières consommables					
Achats de sous-traitance					
Autres achats	11 399	12 320	3,4%	3,8%	-7,5%
Services extérieurs	207 278	193 480	62,7%	58,9%	7,1%
Impôts & taxes	2 807	2 320	0,8%	0,7%	21,0%
Salaires & traitements bruts	41 343	44 195	12,5%	13,5%	-6,5%
Charges sociales	49 820	49 300	15,1%	15,0%	1,1%
Dotations aux amortissements	864	701	0,3%	0,2%	23,3%
Dotations aux provisions					
Autres charges					
CHARGES D'EXPLOITATION	313 512	302 316	95%	92%	3,7%
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 919	25 932	5,1%	7,9%	-34,8%
QUOTE-PART OPERATIONS EN COMMUN					
Produits financiers					
Charges financières	1 253		0,4%		
RESULTAT FINANCIER	-1 253		-0,4%		
Produits exceptionnels					
Charges exceptionnelles					
RESULTAT EXCEPTIONNEL					
Participation des salariés					
Impôt Société					
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
Engagements à réaliser sur ressources affectées					
RESULTAT NET	15 666	25 932	4,7%	7,9%	-39,6%
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Bénévolat					



ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ETUDE

ACTIF	31-déc.-24			31-déc.-23
	Brut	Amort-Prov	Net	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, licences, etc...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours et avances				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	68 640	1 565	67 075	67 939
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres	68 640	1 565	67 075	67 939
Immobilisations corporelles en cours et avances				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	9 455		9 455	9 455
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	9 455		9 455	9 455
STOCKS ET EN COURS				
Matières premières et consommables				
En-cours de biens et services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
CRÉANCES				
Avances et acomptes versés sur commande				
Clients				
Autres créances				
TRÉSORERIE	75 249		75 249	58 719
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	75 249		75 249	58 719
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF				
TOTAL ACTIF	153 344	1 565	151 779	136 113
PASSIF			31-déc.-24	31-déc.-23
FONDS ASSOCIATIFS			151 779	136 113
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Réserves et écarts de réévaluation				
Report à nouveau				
Résultat			136 113	110 181
			15 666	25 932
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires				
FONDS DÉDIÉS				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				



DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts établissements financiers		
Banques		
Emprunts et dettes financières diverses		
DETTES COURT TERME		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs		
Dettes sociales		
Dettes fiscales		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF		
ECARTS DE CONVERSION PASSIF		
TOTAL PASSIF		
	151 779	136 113
FONDS DE ROULEMENT		
EXCEDENT (+) BESOIN (-) FINANCEMENT D'EXPLOITATION	75 249	58 719
TRESORERIE	75 249	58 719

